

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 02/10/2023

**Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 13/07/2023**

Partie nominative

CIMENTS CALCIA

B.P. 130

Route de St-Gilles

30300 Beaucaire

Affaire suivie par : MARTIN Olivier-Laurent
Téléphone : 04 34 46 64 40 / 07 64 43 46 09
Courriel : olivier-laurent.martin@developpement-durable.gouv.fr
Références : 2023.OM
Code AIOT : 0006600465

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 13/07/2023 de la carrière CIMENTS CALCIA implanté au lieu-dit « Piechegut » sur la commune de Bellegarde. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

- MARTIN Olivier-Laurent, Unité inter-départementale Gard-Lozère, Subdivision GL1, inspecteur de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Florent CAPUTO, Responsable Environnement
- Thibaut MAGGIA, Responsable Secteur Carrière

Le courriel d'échange avec l'administration est tmaggia@ciments-calcia.fr.

APPROBATEUR	VÉRIFICATEUR	RÉDACTEUR
Le Chef d'Unité inter-départementale Gard – Lozère  Pierre CASTEL	L'adjoint au Chef de l'Unité inter-départementale Gard – Lozère  Thibault LAURENT	L'Adjoint au chef de la Cellule Carrières Inspecteur de l'environnement  Olivier MARTIN
DATE : 02/10/2023	DATE : 02/10/2023	DATE : 02/10/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 13/07/2023 de l'établissement CEMENTS CALCIA implanté au lieu-dit « Piechegut » sur la commune de Bellegarde, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé une **lettre de suite préfectorale** pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- Thématique : Conformité au présent arrêté (audite interne) - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 2.5.2 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Plan d'exploitation, Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 2.5.1 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Prescriptions en cas de sécheresse - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 4.1.1.4 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Dispositions particulières (limitation de vitesse) - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 3.1.2 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Contrôle des accès : Contrôle des accès - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 7.1.4 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Transport (traçabilité des déchets) - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 5.1.5 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Section de mesure et équipements (prélèvement) - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 4.3.4 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Aménagement des points de prélèvement - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 4.3.3 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite
- Thématique : Terrains dont le défrichement est autorisé - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022 article : 10.1 - délai : 2 mois à compter de la date de réception de la lettre de suite

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 02/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

CIMENTS CALCIA

B.P. 130

Route de St-Gilles

30300 Beaucaire

Références : 2023.OM
Code AIOT : 0006600465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection du 13/07/2023 de la carrière CIMENTS CALCIA implanté au lieu-dit « Piechegut » sur la commune de Bellegarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection "Initiale" fait suite à l'autorisation donnée à l'exploitant Ciments Calcia par l'arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CIMENTS CALCIA
- Lieu-dit « Piechegut », commune de Bellegarde
- Code AIOT : 0006600465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière « Ciments Calcia » de Bellegarde, est une carrière d'argile en dent creuse à ciel ouvert. Localisée sur la commune de Bellegarde (30), cette dernière permet d'approvisionner une cimenterie exploitée par Ciments Calcia sur la commune de Beaucaire. La société Ciments Calcia est une filiale du groupe HeidelbergCement Group.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité au présent arrêté (audite interne)
- Plan d'exploitation
- Prescriptions en cas de sécheresse
- Dispositions particulières (limitation de vitesse)
- Contrôle des accès
- Transport (traçabilité des déchets)
- Section de mesure et équipements (prélèvement)
- Aménagement des points de prélèvement
- Terrains dont le défrichement est autorisé

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité au présent arrêté	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 2.5.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
2	Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Prescriptions en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.1.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
4	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 3.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
5	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 7.1.4	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
6	Transport	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 5.1.5	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
7	Section de	Arrêté Préfectoral	/	Lettre de suite	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	mesure et équipements	du 29/08/2022, article 4.3.4		préfecturale	
8	Aménagement des points de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
9	Terrains dont le défrichement est autorisé	Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 10.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de renouvellement de l'autorisation de cette carrière, il est constaté un ensemble de points non conformes, essentiellement d'ordre documentaire, qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important et imminent pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Ces constats font l'objet d'une lettre de suite préfectorale. Un point de non-conformité porte sur une correction technique de surface qui doit faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité au présent arrêté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 2.5.2
Thème(s) : Autre, Conformité au présent arrêté
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires au respect du présent arrêté doivent avoir été prises. L'exploitant doit s'assurer de la conformité des aménagements, équipements, procédures, avec les dispositions du présent arrêté. Cette vérification doit prendre la forme d'un audit réalisé par un auditeur compétent des services de l'exploitant et indépendant des services d'exploitation de la carrière. Cet audit est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats :

Il est constaté l'absence de l'audit prévu par l'arrêté d'autorisation devant être effectué par un auditeur compétent des services de l'exploitant et indépendant des services d'exploitation de la carrière.

Cet écart constitue une non-conformité à l'article 2.5.2 "Conformité au présent arrêté" de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 2.5.1

Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

(...)

- le plan d'exploitation et de réhabilitation d'échelle adaptée à la superficie de la carrière sur lequel sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bords de la fouille,
- les gradins,

Constats :

Il est constaté l'absence du plan d'exploitation.

L'exploitant indique qu'un relevé de drone a été effectué le 05/07/2022 afin d'établir ce plan.

Cet écart constitue une non-conformité à l'article 2.5.1 "Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection" de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Prescriptions en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.1.1.4

Thème(s) : Autre, Prescriptions en cas de sécheresse

Prescription contrôlée :

En période de sécheresse, l'exploitant doit prendre des mesures de restriction d'usage permettant :

- de limiter les prélèvements aux strictes nécessités des processus industriels,
- d'informer le personnel de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie.

Dans tous les cas, il met en place les mesures fixées par l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur définissant le plan départemental ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département du Gard.
Constats : Il n'est pas constaté la diffusion d'une information auprès du personnel portant de la nécessité de préserver au mieux la ressource en eau par toute mesure d'économie. Cet écart constitue une non-conformité à l'article 4.1.1.4. "Prescriptions en cas de sécheresse" de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Dispositions particulières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 3.1.2
Thème(s) : Autre, Dispositions particulières
Prescription contrôlée : Les mesures préventives suivantes sont prises pour limiter les envols de poussières, conformément aux normes et réglementations en vigueur : - La limitation de la vitesse à 30 km/h sur la totalité du site signalée par des panneaux à l'entrée du site ;
Constats : Il n'est pas constaté la présence de panneaux de limitation sur le chemin d'accès à la zone d'exploitation de la carrière. Cet écart constitue une non-conformité à l'article 3.1.2 "Dispositions particulières" de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 7.1.4
Thème(s) : Autre, Contrôle des accès
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.
Constats :

Il n'est pas constaté de barrière permettant de fermer à l'entrée du site.
Cet écart constitue une non-conformité à l'article 71.4 "Contrôle des accès " de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Transport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 51.5
Thème(s) : Autre, Transport
Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.(...)
Constats : Il n'est pas constaté la traçabilité du traitement effectué des boues issues du curage du débourbeur. Cet écart constitue une non-conformité à l'article 51.5 "Transport" de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Section de mesure et équipements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.3.4
Thème(s) : Autre, Section de mesure et équipements
Prescription contrôlée : Ce point est implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.
Constats : Il n'est pas constaté la mise en place d'une structure dédiée au point de prélèvement respectant les caractéristiques d'écrit par l'article 4.3.3 de l'Arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022, afin d'effectuer des prélèvements homogènes.

<p>Actuellement, des mesures sont effectuées sur un bassin à proximité, mais hors du périmètre ICPE de la carrière par l'exploitant SARPI VEOLIA.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter une solution technique permettant la réalisation de mesures internes qui respectent les caractéristiques de l'article 4.3.3 cité ci-dessus.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Aménagement des points de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 4.3.3
Thème(s) : Autre, Aménagement des points de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'est pas constaté la mise en place d'un aménagement permettant d'effectuer des prélèvements en toute sécurité.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'apporter une solution d'aménagement afin de garantir la sécurité des prélèvements.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Terrains dont le défrichement est autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/08/2022, article 10.1
Thème(s) : Autre, Terrains dont le défrichement est autorisé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Est autorisé le défrichement de 00 ha 43 a 87 ca de bois situés sur la commune de Bellegarde et dont les références cadastrales sont les suivantes, dans les conditions prévues aux articles suivants du présent arrêté :</p> <p>(tableau)</p>
<p>Constats :</p> <p>Une erreur due à une inversion de donnée transmise lors de l'instruction est constatée dans l'information du tableau de la zone autorisée au défrichement de l'article 10.1 de l'arrêté préfectoral n°22-035N du 29 août 2022. Il est noté que les délimitations cartographiques sont correctes, néanmoins, les surfaces doivent être corrigées.</p>

L'exploitant apporte les corrections des données devant être apportées à l'autorisation en déposant un porter à connaissance portant sur ce point.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois